

Réflexions sur les questions militaires en Europe

à l'orée de l'année 2025.

Munich ukrainien ?

Quelles que soient les supputations sur l' « imprévisibilité » de Donald Trump (telle qu'on peut la lire dans le marc de café ou les entrailles des pigeons), nul ne devrait sérieusement se faire d'illusions sur son orientation fondamentale concernant l'Ukraine. Pour la raison suivante : il ne s'agit pas seulement de Donald Trump, car il porte la version la plus prorusse de ce qui était déjà en grande partie inscrit dans l'orientation fondamentale des États-Unis depuis 2014 (d'ailleurs en Ukraine, Trump est presque mieux estimé que Biden, car au moins on voit où il va).

Fondamentalement, les États-Unis, en tant qu'État impérialiste assumant les intérêts du capitalisme nord-américain, ne souhaitent pas de défaite de l'État russo-poutinien, et voient dans la Chine le rival principal à mettre à genou d'une façon ou d'une autre. Ils ont avalisé le rôle contre-révolutionnaire clef joué par le gendarme impérialiste russe en Ukraine et en Syrie. Ne souhaitant pas le voir attaquer toute l'Ukraine, ils ont tenté de le dissuader et, depuis, ils veillent à un armement minimum de l'Ukraine – depuis quand ? depuis que la levée en masse de la nation et de l'armée en Ukraine a empêché Poutine de vaincre, ce qu'ils n'avaient pas prévu. La ligne de Biden a toujours été que l'Ukraine ne doit pas être occupée mais que Moscou ne doit pas être vaincue.

La ligne de Trump constitue une rupture qualitative à certains égards, que ce soit à l'encontre des Ukrainiens ou à l'encontre des Palestiniens, mais cette rupture s'inscrit comme une étape franchie sur la même orientation fondamentale : l'impérialisme nord-américain craint tout effondrement de l'impérialisme russe, et n'a pas d'intérêt fondamental à l'existence de garanties démocratiques en Europe en général et en Europe centrale et orientale en particulier. Il aimerait cogérer le tout avec Moscou et Berlin et pouvoir s'occuper du principal, qui se situe pour lui du côté de l'Asie-Pacifique.

Par conséquent, quel que soit le niveau d'inféodation de Donald Trump à Moscou ou son degré d'imprévisibilité, la « négociation » qu'il dit préparer sur l'Ukraine a en fait déjà commencé et elle se fait entre puissances impérialistes, nord-américaine et russe, en dehors du premier intéressé.

Il veut, d'une façon ou d'une autre, imposer à l'Ukraine un cessez-le-feu gelant les lignes de front actuelles, et les combats à présent ont, pour Poutine, le sens de pousser ces lignes vers l'Ouest et le Nord dans le Donbass et le Sud, et aussi de reprendre le (petit) moyen de chantage qu'est la petite aire d'occupation ukrainienne au Sud de Koursk. C'est une situation terrible pour l'Ukraine, mais remarquons qu'elle a un coût humain effarant pour la Russie, et que la Corée du Nord s'y est engagée militairement.

Quel que soit le nom que l'on donnera à un tel « accord », ce sera un accord du type « Munich ». A Munich, en septembre 1938, les impérialismes européens réunis à quatre (Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie) ont concédé à l'impérialisme allemand, dirigé par Hitler, le tronçonnage de la Tchécoslovaquie. Il est bien connu que, selon le mot du belliciste impérialiste anglais Churchill,

Londres et Paris firent ainsi semblant d'avoir « la paix et le déshonneur » mais eurent, très vite et de manière assurée, « la guerre et le déshonneur ».

La comparaison historique vaut surtout par le rôle du « pacifisme » dans les deux cas. Hitler et l'impérialisme allemand étaient bien présentés comme cruels par la plupart des pacifistes, mais on les excusait en raison du traité de Versailles et des injustices réelles ou imaginaires faites à l'Allemagne, et on prêchait le sacrifice de la Tchécoslovaquie pour les calmer, car « la paix vaut mieux que la guerre ». De même, des discours « pacifistes » actuels nous intiment de laisser tomber l'Ukraine même si, certes, Poutine est bien cruel, mais « la paix » vaut bien cela et puis, ce sont les injustices faites par l'OTAN à la Russie qui l'ont rendu si méchant ...

Cependant, si nous limitons la comparaison au sort fait à la Tchécoslovaquie et à l'Ukraine dans l'un et l'autre « Munich », nous ne saisissons pas toute sa portée.

Munich européen !

Un Munich ukrainien, c'est-à-dire un Munich sur le dos de l'Ukraine, serait beaucoup plus qu'un Munich ukrainien. Douguine, idéologue fou de l'impérialisme russe, en a dit cette vérité : un cessez-le-feu sur les lignes de front actuelles, ou même sur des lignes encore améliorées du point de vue russe, ne serait pas une vraie victoire, car la Russie est un empire (et pour lui, elle ne peut être rien d'autre) si et seulement si l'Ukraine n'existe pas.

Le fait impérial russe requiert qu'il n'existe pas d'Ukraine ni d'Ukrainiens. Le seul sens du cessez-le-feu du point de vue impérial russe serait d'aider la Russie à préparer la soumission de toute l'Ukraine. Laquelle implique aussi d'achever l'assimilation de la Biélorussie, de mettre au pas la résistance démocratique en Moldavie et en Géorgie, et conduit irrésistiblement à la tentation de vassaliser, à nouveau, l'Europe centrale et l'Europe baltique, en profitant pour cela de Trump, et en s'appuyant sur les dirigeants amis à Budapest et Bratislava voire ailleurs.

Avant même ces étapes militaires possibles, le Munich ukrainien avec la pérennisation des zones occupées, qui aurait sans doute, en outre, comme corollaires la suspension des « sanctions » et la réinsertion totale, pleinement engagée, de la Russie dans la dite « communauté internationale », infléchirait radicalement tous les rapports de force européens en faveur de l'impérialisme russe, et libérerait pleinement la volonté allemande de réinvestir à l'Est en s'entendant avec Moscou, en combinant partage et cogérance.

Il faut, dans cette optique, saisir la concordance des deux dates : investiture de Trump le 20 janvier, élections législatives anticipées en Allemagne le 23 février. Le partage des zones d'influence entre Allemagne et Russie en Europe centrale et orientale existait avant 1914, a été renouvelé brièvement mais spectaculairement lors du pacte Hitler-Staline, et pourrait être reconstitué dans des conditions plus favorables à la Russie du fait de l'affaiblissement global de l'impérialisme allemand par rapport à ces précédents : dans cette affaire, l'Allemagne, loin de triompher, partagerait, cogérerait, les dépouilles que les vraies puissances mondiales voudront bien lui laisser.

C'est donc un Munich européen qui est en réalité en préparation à travers, à partir et au-delà, du Munich ukrainien. Cela signifie que la victime du partage impérialiste n'en serait pas seulement l'Ukraine, mais l'Europe. Pas seulement le peuple ukrainien, mais les peuples européens.

L'Europe de la décadence impérialiste et l'extrême-droite en Europe.

Toute analyse sur l'extrême-droite en Europe, nécessaire au combat contre elle, doit intégrer ces données. Le Pen, Meloni, Salvini, Orban, de Weever, Wilders, Fico (que l'on peut assimiler à cette bande), Georgescu, et autres, ne peuvent être compris et combattus que dans le cadre de l'axe Trump/Poutine qui constitue leur piédestal. C'est dire que la grande majorité des théories de gauche sur « la lutte contre l'extrême-droite » en Europe aujourd'hui, traitant de la « fascisation de la société » et omettant à peu près systématiquement de saisir que sa référence centrale est le régime russe, sont tout à fait à côté de la plaque.

Le soutien appuyé, récemment développé par un article dans *Welt am Sonntag*, d'Elon Musk, le vice-président non élu des États-Unis, à l'AfD en Allemagne, doit être évalué à sa juste « valeur ». Dans son article, Musk explique que seule l'AfD mérite la confiance pour mettre en œuvre les objectifs principaux du capital allemand, que l'on retrouve dans les programmes de la CDU et du FDP voire parfois de la gauche : baisse des impôts et dérégulation, contrôle et restriction de l'immigration, retour au nucléaire.

Ce n'est pas le capitalisme en général, mais son avant-garde contemporaine, la plus pourrissante, rentière et prédatrice, telle qu'elle s'est renouvelée depuis la crise de 2008, dont Musk affirme ici l'orientation : high-tech et numérique, gaz et huile de schiste, finance des hedge funds et des cryptomonnaies, en train de coloniser le haut appareil d'État américain. C'est la fuite en avant « libertarienne », barbare et technologique, vers un monde d'acier sans foi ni loi pour l'immense majorité, le monde des négationnistes du changement climatique.

Trump pèse pour le Munich ukrainien et Musk pour l'AfD en Allemagne, celui-ci en soulignant l'effondrement nécessaire et mérité des partis traditionnels, qui profite aussi, rappelons-le, au BSW poutinien de Sarah Wagenknecht. Munich ukrainien et avènement d'un nationalisme racialisant néo-conservateur en Allemagne iraient de pair. Même si AfD et BSW n'étaient pas majoritaires le 23 février prochain, Trump, Musk et Poutine pèsent de tout leur poids en ce sens sur le capitalisme allemand.

Ce qui souligne aussi que l'orientation libertarienne des Musk et des Millei est parfaitement compatible avec le néoconservatisme des admirateurs de Poutine en Europe.

La Hongrie de Victor Orban, que l'on ne saurait considérer comme une « démocratie bourgeoise » normale, est tolérée par l'UE depuis des années et est maintenant suivie par la Slovaquie de Fico.

En Italie, c'est l'aile la plus à droite de la nébuleuse ultra-droitière épanouie dans ce pays depuis Berlusconi, avec Meloni, qui s'est installée au pouvoir ; Meloni a développé, une fois au pouvoir, une orientation atlantiste pro-ukrainienne, mais peut parfaitement pivoter vers une orientation néoconservatrice européenne et poutinienne, représentée dans sa coalition par Salvini, et qui était celle de Meloni avant d'être au pouvoir.

La crise de régime en France s'insère elle aussi dans cette situation continentale. La dérive autoritaire ne se résume pas ici au RN, mais concerne directement Macron qui a fourni au RN, ce parti poutinien, les marchepieds nécessaires, délibérément. Dans l'un des gouvernements successifs qui se succèdent dans la crise de la V^e République, un ministre dit de la « Fonction publique », Kasbarian, a repris le programme de Musk et de Milei de destruction de tout service public.

Au Royaume-Uni, la décomposition du parti conservateur et la place du mouvement de Nigel Farage comportent des tendances similaires. Farage est, lui aussi, relié à Poutine et à Musk, et leurs réseaux ont montré leur capacité de nuisance lors des émeutes racistes de l'été dernier.

Attention : dans ce tableau rapide, je fais abstraction des contre-tendances, celles qui ont empêché la victoire du RN en juillet en France, remis le Labour au pouvoir en Grande-Bretagne, celles des grèves, des mouvements démocratiques et, avant tout, de la résistance ukrainienne. Ce sur quoi je veux insister ici, c'est sur **la cohérence entre la réaction en Europe, l'extrême-droite et la radicalisation à droite ainsi que celle des « populistes » divers, et l'éventualité d'un ordre européen à la Trump/Poutine, le Munich européen.** C'est là en réalité la seule cohérence des extrêmes-droites européennes. Elle est donc fondamentale.

Trump/Poutine et le Munich ukrainien, c'est cela, l'extrême-droite en Europe. Et réciproquement.

La question européenne dans toute son ampleur.

La « vieille Europe » a été le berceau du mode de production capitaliste et du mouvement socialiste. Au début du XX^e siècle, quand elle dominait encore le monde, l'unification et l'amitié des nations européennes étaient des perspectives portées par le mouvement ouvrier, par l'Internationale socialiste, qui avaient, seuls et les premiers, commencé à les mettre en pratique. La guerre entre impérialismes européens qui éclate en 1914, puis l'avortement de la révolution socialiste mondiale quand elle était d'abord européenne en 1917-1923, ont conduit à la catastrophe européenne à laquelle on peut donner le nom d'Auschwitz, mais aussi celui du Goulag.

Après 1945, le redressement des puissances européennes s'est combiné au fait qu'elles étaient, mondialement, passées au second plan. Cela n'a pas liquidé l'importance des luttes de classe et des combats émancipateurs d'Europe pour le monde entier. 1968, avec la grève générale en France, le Printemps de Prague et, dans et hors d'Europe, le soulèvement mondial de la jeunesse scolarisée et la mise en cause du patriarcat, et 1989, avec la chute du Mur de Berlin, les soulèvements démocratiques, ouvriers et nationaux en URSS et en Europe centrale et orientale, mais aussi, hors d'Europe, la fin du régime de l'apartheid en Afrique du Sud, furent les deux grandes années, celles où s'est manifestée la centralité relative, non des capitalismes européens, mais du potentiel révolutionnaire européen.

Cette brève mise en perspective nous aide, je l'espère, à comprendre la portée, le risque, le contenu réactionnaire sur toute la ligne, du Munich européen, de l'Europe de la décadence impérialiste, de l'extrême-droite européenne, ou, pour la France, de ce que serait un rétablissement de la V^e République au lieu de son renversement.

Il s'agirait aussi de la mise entre parenthèse de l'Europe, et des puissances impérialistes de l'Europe occidentale (Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie) par rapport aux « hégémons » de la multipolarité impérialiste, à savoir les États-Unis et le système des BRICS+ dominé par Beijing et stimulé par Moscou. Dans leur rivalité, à travers même leur rivalité, ils ont un intérêt commun au rabaissement ultime du continent européen. L'illustrent bien les projets de tarifs protectionnistes de Trump, qui visent à la fois au clash avec la Chine, contre laquelle il annonce +60%, et à enfoncer les pays européens, contre lesquels il annonce +20% - et aussi à exercer une pression intégratrice, voire annexionniste, sur le Canada et le Groenland.

Ce rabaissement, dont la défaite ukrainienne est le préalable incontournable, ouvrirait le champ de la guerre mondiale entre les hégémons multipolaires, États-Unis et Chine.

Tels ou tels « décoloniaux » auraient bien tort de se réjouir de cette « punition » infligée aux « blancs ». Les seuls punis seraient les peuples, et parmi eux les immigrés et les couches les plus opprimées. L'Europe forteresse de Schengen, dans les dispositifs relevant de ce que fut jusqu'à aujourd'hui la « construction européenne » capitaliste, est ce qui annonce le plus l'Europe décadente de l'ordre/désordre des Trump et des Poutine. Le capital financier européen, de BNP-Paribas aux banques suisses en passant par la City, préserverait ses privilèges et aurait sa place toute gardée dans l'exploitation du monde. L'abaissement de l'Europe n'a rien à voir avec la justice pour les colonisés. Et pour les migrants, il est déjà, et depuis des années, taché de sang à grande échelle. D'ailleurs, la France dans ce cadre ferait tout pour garder ses confettis et les traiter comme elle traite Mayotte. L'abaissement de l'Europe serait son mode d'insertion dans l'ordre impérialiste multipolaire.

Et ce rabaissement comporterait une dimension coloniale directement présente sur le continent, à savoir la domination russe à l'Est. Tendanciellement, le programme poutinien d'effacement génocidaire de l'Ukraine, de reconquête des anciens États de l'URSS, de vassalisation-neutralisation de l'Europe centrale avec une Allemagne coopérante, constitue le plus grand programme de recolonisation du monde contemporain. S'ils arrivent à rompre le fragile cordon, pas vraiment ombilical, qui relie la Russie à la Chine, Trump et Musk s'en accommoderont. Il s'agit d'un programme directement contre-révolutionnaire : **c'est l'année 1989 qu'il s'agit d'effacer**. Les authentiques révolutions de cette année-là n'auront jamais été digérées par l'ordre impérialiste mondial. Leur défense et la compréhension de leur héritage sont pleinement d'actualité.

Le présent article étant surtout consacré aux tendances réactionnaires, ne doit pas donner l'impression qu'elles sont triomphantes. Ce sombre scénario va se heurter à la résistance et à la contre-offensive des sociétés vivantes, comme on l'a vu, avec une extraordinaire vitalité, en Ukraine en février-mars 2022.

L'Union Européenne.

L'avortement de la révolution prolétarienne en Europe durant le premier XX^e siècle et l'affaiblissement des puissances impérialistes européennes à l'issue de la seconde guerre mondiale, ont créé les conditions de ce qu'il est convenu d'appeler la « construction européenne », la forme la plus poussée, au plan mondial, d'association économique mais aussi politique, institutionnelle, entre États

capitalistes, de plus en plus différents et variés au fur et à mesure de l'agrandissement de la CEE puis de l'UE.

Bien que ce soit la forme la plus poussée au monde d'association entre États, il n'y a aucune fusion et il n'existe pas d'« impérialisme européen » qui aurait subsumé les impérialismes de second rang que sont et que restent le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Italie, et tous les autres États capitalistes européens ayant chacun leurs intérêts propres. Même la réalisation de l'euro, monnaie unique entre Allemagne, France, Italie et une série d'États méditerranéens ou centre-européens, n'a pas mis fin à leurs indépendance fondamentale, d'où de sérieuses contradictions.

Les fédéralistes européens, démocrates-chrétiens ou libéraux mais aussi social-démocrates ou écologistes, n'ont jamais réalisé leur programme théorique : **l'unification européenne n'a pas été réalisée dans le cadre du capitalisme.** Mais cela ne veut pas dire que l'existence d'un socle de libertés publiques, en danger aujourd'hui en Hongrie et ailleurs, et de la liberté de se déplacer, de travailler et d'étudier entre ressortissants de l'UE, n'a pas de signification et de valeur pour les populations.

En France, le fait que la quasi-totalité des contre-réformes visant les droits sociaux, la protection sociale, les services publics, les salariés à statut, ont été menées par les gouvernements successifs en référence et sous l'alibi de « l'Europe », explique l'hostilité populaire à ces institutions qui, par elles-mêmes, si elles relèvent de la « démocratie bourgeoise » comme forme générale, en sont une variante particulièrement bureaucratique, technocratique et opaque : comme ces institutions sont l'œuvre combinée des États capitalistes participant et projetant leurs traits, et comme le cadre national n'est en rien dépassé y compris comme cadre démocratique nécessaire, il ne saurait en être autrement. Le pire des politiques « européennes » concerne les migrants, noyés en Méditerranée ou réduits en esclavage en Afrique du Nord avec sa collaboration active et sa bénédiction.

A condition de ne pas faire passer l'opposition à l'État capitaliste français de la V^e République au second plan par rapport à l'opposition à l'UE, il était justifié, globalement, de militer contre celle-ci, et notamment pour le Non aux référendums de 1992 et de 2005. Cela, sur la base de la défense d'une union véritable des peuples européens, pleinement démocratique, non sur la base de positions chauvines.

Le Brexit a montré que l'orientation dite « anti-européenne » ne donne aucune perspective de progrès pour les populations : une majorité de britanniques, s'ils pouvaient choisir, le remettraient en cause aujourd'hui.

L'Ukraine avec sa demande d'admission inconditionnelle dans l'UE, aurait pu permettre, à des forces de gauche internationalistes, de défendre cette exigence en soulignant qu'elle dynamitait, justement, les fondamentaux de l'UE. Car vouloir être dans l'UE parce que l'on se bat pour la démocratie, et pour nulle autre raison, en ne remplissant par ailleurs aucun des critères « économiques » d'admission, c'est souligner que l'union européenne véritable et l'UE sont deux choses différentes.

L'Ukraine n'est toujours pas dans l'UE mais la Hongrie d'Orban, mais aussi l'Italie de Meloni et la France des gouvernements Macron parrainés par Le Pen et maltraitant Mayotte, y sont sans problème et avec les honneurs. Mais en ce moment même, la nation géorgienne se bat pour son indépendance, sa

souveraineté, pour la démocratie, en brandissant des drapeaux de l'UE – l'UE qui dit la défendre mais ne bouge pas le petit orteil !

L'UE n'est pas l'union des peuples d'Europe. Mais l'union des peuples d'Europe, comme réponse au Munich européen, est une perspective centrale sur laquelle il nous faut élaborer et chercher des leviers actifs, dans et en dehors des institutions de l'UE. Le principal manque pour ce faire est l'existence d'une gauche européenne internationaliste et anti-poutinienne puissante. De ce point de vue, l'évolution des petits partis se situant à gauche de la social-démocratie en Scandinavie, et celle des courants se réclamant du socialisme et de la démocratie en Europe centrale et orientale, Ukraine comprise, est une amorce précieuse à suivre avec attention.

La question militaire européenne : retour sur l'histoire depuis 1945.

Mais, si les dangers soulignés ici sont réels et surtout s'ils sont immédiats, et je pense qu'ils le sont, les militants révolutionnaires sérieux doivent se pencher sur les questions militaires européennes.

Il faudrait être aveugle pour ne pas voir que la question d'une défense européenne commune est objectivement posée. Elle a connu deux alertes rouges depuis une dizaine d'année : celle de la première présidence Trump avec l'éventualité d'un délaissement américain de l'Europe, et celle de l'invasion généralisée de l'Ukraine le 24 février 2022. Ces deux alertes n'ont pas été simultanées, mais à partir du 20 janvier 2025 et en fait d'ores et déjà, elles vont l'être : elles vont s'additionner, ou plutôt se multiplier.

Or, comme celle de l'unification européenne en général, la question d'une défense européenne commune est de celle que les États capitalistes européens posent depuis longtemps en montrant qu'ils sont structurellement incapables de la réaliser. Car c'est déjà là une longue histoire.

Les vieux impérialismes européens, à partir du moment où ils sont rétrogradés au second rang, donc depuis 1945, y sont confrontés. Mais c'est en fait un système de coopération militaire sous égide étatsunienne qui s'est d'abord mis en place avec le Pacte atlantique et l'OTAN, en 1949-1950. Dès l'origine, l'OTAN n'est pas exactement ce que ses partisans affichent et que ses adversaires dénoncent, à savoir une coalition « anticomuniste » ou dirigée contre la menace soviétique. Celle-ci lui a servi de prétexte et d'argument. Il s'agit aussi, et au fond, dans la longue durée, il s'agit d'abord, de réguler les relations atlantiques en assurant l'encadrement durable par l'impérialisme yankee des impérialismes européens passés au second rang, mais qui, réunis, redeviendraient la première puissance mondiale. La possession et le contrôle de l'arme nucléaire étant un élément central de cette domination.

Le premier projet de défense européenne commune, celui qui allait en fait le plus loin car il prétendait créer une armée commune, la CED, se situait d'ailleurs dans le cadre de l'OTAN, afin de superviser la reconstitution d'une force armée en Allemagne occidentale. Son rejet par l'Assemblée nationale française en 1954 conduisit États-Unis, Royaume-Uni et France à accepter et à encadrer la reconstitution d'une armée allemande dans le cadre de l'OTAN à laquelle adhère la RFA en 1955. Il est bien connu que Moscou réagit en proclamant la « souveraineté » de la RDA et en organisant le Pacte de Varsovie – il l'est moins qu'auparavant, Molotov avait discrètement contacté Londres et Paris pour les sonder sur une adhésion de l'URSS à une OTAN sans l'Allemagne !

Sous les discours de guerre froide utiles à la domination de chacun dans son « camp » respectif, l'autre réalité plus profonde, celle de l'emprise US à l'encontre de tout rétablissement d'une domination impérialiste européenne mondiale, est illustrée de manière flagrante par la crise de Suez (1956) et s'approfondit avec la guerre d'Algérie. L'impérialisme britannique s'adapte et se dote d'un « outil nucléaire » dans une relation de dépendance avec les États-Unis. En revanche, l'impérialisme français, dont l'État est réorganisé en 1958 sous une forme bonapartiste, théorise et met en pratique sa « dissuasion » indépendante, et ira jusqu'à sortir des instances de l'OTAN en 1966, sans jamais la quitter réellement contrairement à la légende gaullo-stalinienne fort répandue.

La « dissuasion » nucléaire française sera, sur le continent européen, le seul élément militaire majeur indépendant de Washington et de Moscou – je précise que ce constat n'est en rien un éloge de l'impérialisme français, dont le bilan colonial et néocolonial du second XX^e siècle, de Poulou Condore au Rwanda en passant par le Cameroun, est le plus effroyable qui soit et compte deux génocides à son actif, les Bamilékés (1959) et les Tutsis (1994).

L'autre « originalité » française, extra-européenne, fut la Françafrique et les « Opex », les opérations militaires extérieures principalement en Afrique, ainsi que les bombes nucléaires sur le Pacifique Sud. Elle est terminée aujourd'hui, dans un fiasco absolu.

Le cas français, celui de l'État européen le plus « turbulent » envers l'OTAN (tout du moins jusqu'à la Turquie d'Erdogan !), montre bien une chose : si l'OTAN est une institution militaire internationale au service de l'ordre capitaliste dominant, l'hostilité traditionnelle en France envers l'OTAN, qu'elle soit « sortiste » ou qu'elle vise à jouer sa carte propre en son sein, sert les intérêts impérialistes français tout aussi réactionnaires.

La dislocation du Pacte de Varsovie puis l'explosion de l'URSS sous les coups, non pas de l'OTAN, mais des mouvements populaires et nationaux, en 1989-1991, a forcé à une réorganisation de ce système.

La légende dominante veut que Washington ait promis à Moscou que l'OTAN ne s'agrandirait pas puis n'ait eu de cesse d'« encercler la Russie ». La réalité, là encore, est tout autre – et j'en ai [déjà](#) traité en détail.

Lors de la réunification allemande, Moscou accepte que l'Allemagne fédérale agrandie soit membre de l'OTAN et Gorbatchev a raconté comment James Baker lui a expliqué que ceci était une garantie de contrôle de l'Allemagne. En contrepartie, les troupes de l'OTAN ne se basent pas dans l'ex-RDA et le rapatriement des troupes ex-soviétiques est financé par l'ouest.

Face à l'éclatement de l'URSS que le président Bush tentait encore de conjurer au printemps 1991 en se rendant à K'yiv pour appeler les Ukrainiens à ne pas choisir l'indépendance, le premier acte, décisif, des États-Unis et des puissances impérialistes européennes de second rang, fut de contraindre l'Ukraine, devenue temporairement la troisième puissance nucléaire mondiale après la fin de l'URSS, de rétrocéder ses armes nucléaires à la Russie et de lui concéder les bases militaires de Yalta et Sébastopol, moyennant la garantie du respect de ses frontières, garantie signée par la Russie, les États-Unis et le Royaume-Uni dans le « mémorandum de Budapest », sur lequel la France et la Chine se sont

également engagées de leur côté. On sait ce qu'il en advint. Ajoutons qu'il y eut trois « mémorandums de Budapest », les deux autres concernant la Biélorussie et le Kazakhstan ...

Tel fut le premier acte fort des États-Unis impliquant de fait l'OTAN suite à la fin de l'URSS. Le second enchaînement déterminant s'est noué autour de la Yougoslavie. Le traité de Maastricht, à peine séché, qui instituait une « Politique Étrangère et de Sécurité Commune » de l'UE (la PESC), l'Allemagne reconnaissait immédiatement les indépendances croate et bosniaque tandis que la France soutenait de manière à peine voilée la Serbie en ex-Yougoslavie. La ligne médiane « européenne » entérinait la « purification ethnique » en Bosnie et les casques bleus sous commandement français observaient le massacre génocidaire de Srebrenica. Et finalement, c'est la diplomatie américaine qui impose les accords de Dayton (1995) entre Serbie, Croatie et Bosnie, et, sous l'impulsion de Washington, c'est l'OTAN qui interviendra au Kosovo et contre la Serbie en 1999.

Si la brève intervention contre la Serbie mécontente fortement Moscou, qui a d'ailleurs depuis le début ses mercenaires en ex-Yougoslavie (le chef militaire Strelkov dit Guirkine et le nazbol d'opérette Limonov se sont illustrés contre les Bosniaques), des relations institutionnalisées OTAN/Russie sont mises en place en 1997 et, diplomatiquement, la Russie ne s'oppose pas à l'adhésion de la Pologne, de la République tchèque et de la Hongrie à l'OTAN en 1999.

L'extension de l'OTAN se poursuit en 2004 avec l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Slovaquie, la Roumanie, la Bulgarie, et quelques petits pays secondaires depuis. A partir de 2007-2008 Poutine présentera cet élargissement comme un « encerclement de la Russie ». En fait, il visait à doubler l'élargissement de l'UE (les mêmes États adhèrent à l'UE en 2003, la Roumanie et la Bulgarie seulement en 2007) et donc, du point de vue nord-américain, à encadrer l'expansion économique allemande, qui, dans les mêmes années, va avec des relations étroites avec Gazprom.

Le passage de l'impérialisme russe aux politiques d'agressions extérieures directes se produit en 2008 en Géorgie et c'est la même année que l'OTAN gèle *ad vitam aeternam* les demandes d'adhésion ukrainienne et géorgienne. Les agressions militaires russes contre l'Ukraine en 2014 puis en 2022 se font en hurlant à « l'OTAN » alors qu'il n'y a strictement aucune contre-mesure venant de l'OTAN, mais seulement un début de réorganisation technique de l'armée ukrainienne, après 2014, par une aide américaine et britannique. La réalité première est celle de l'agressivité militaire russe.

Depuis le 24 février 2022, l'aide militaire à l'Ukraine, calibrée pour qu'elle ne puisse pas gagner, est d'origine essentiellement américaine, et elle est officiellement coordonnée, une fois les décisions prises par chaque État souverain, par le Groupe de contact pour la défense de l'Ukraine, basé à Ramstein, base militaire américaine située en Allemagne non loin de la frontière française, et qui comporte les membres de l'OTAN plus 23 autres pays. La contribution propre de l'UE, dite « Facilité européenne pour la paix », atteint de son côté le montant modeste de 6,5 milliards d'euro, l'essentiel des investissements ukrainiens de l'UE portant sur les réfugiés d'une part, et les exportations de capitaux en Ukraine d'autre part. L'aide militaire propre de l'OTAN à l'Ukraine est en tant que telle très réduite, symbolique (800 millions d'euros pour des armes « non létales »). La doctrine de l'OTAN sur la guerre en Ukraine exclut officiellement tout envoi de troupes et toute protection aérienne directe. Bien sûr,

chacun pour son compte, les principaux États membres de l'OTAN ont leurs observateurs et conseillers. Et, d'autre part, la présence de troupes a été renforcée non en Ukraine, mais dans les pays membres de l'OTAN, Roumanie et Lituanie notamment.

La véritable conséquence de la guerre depuis février 2022 pour l'OTAN a été le basculement des opinions publiques des pays scandinaves en faveur de l'adhésion, pour se protéger d'une menace perceptible et directe. [Comme l'explique l'Alliance de gauche finlandaise](#), il n'y avait aucune alternative crédible. Même chose pour l'adhésion suédoise. Cependant, Trump, et non seulement Trump mais la réalité maigre et conditionnée de l'aide de l'OTAN à l'Ukraine posent la question d'une alternative à l'OTAN. Mais attention : pas une alternative pour « la paix » au sens de la gauche nostalgique, pacifiste ou campiste, mais une alternative pour résister à la menace impérialiste russe et la vaincre.

La question militaire en Europe aujourd'hui soulève celle du pouvoir et des rapports sociaux.

C'est ainsi que se pose dans la réalité la question aujourd'hui, et que Trump et Poutine la posent à l'Europe, aux classes en lutte les unes contre les autres en Europe, aux forces politiques diverses en Europe : pour se défendre de la menace impérialiste russe, une alternative à l'OTAN.

Car l'expérience effective des Ukrainiens, tempérée par le caractère indispensable des armes fournies – non par l'OTAN comme on l'a vu, mais surtout par les États-Unis –, est qu'ils ont été soutenus comme le dit un proverbe français : « comme la corde soutient le pendu ». Et que leurs protecteurs s'apprêtent à les laisser tomber et discutent avec Poutine dans leur dos.

L'OTAN était, selon Macron, « en état de mort cérébrale » sous Trump n°1. Elle aurait ressuscité suite au 24 février 2022. Nous avons vu qu'il faut, pour le moins, relativiser cette résurrection. L'adhésion de la Finlande et de la Suède est un événement important, mais qui peut s'inscrire dans une poussée des pays scandinaves vers leur défense et leur militarisation propres que ceci passe ou non par l'OTAN – et cela vaut aussi pour les pays baltes, membres de l'OTAN depuis 2004 mais ayant légitimement les plus grands doutes sur ce que feraient Trump, les États-Unis et l'OTAN en cas d'ouverture d'une guerre, « hybride » ou non, sur leurs frontières, en mer Baltique et le long du corridor de Suwałki.

Ce bilan de l'OTAN, qui est déjà une expérience vivante dans la conscience des peuples d'Europe centrale, orientale et nordique qui ont nourri des illusions sur elle, se combine au bilan de la « défense européenne » toujours invoquée et jamais réalisée depuis maintenant plus de sept décennies.

Mais il en va de la défense européenne comme de l'union européenne : leur existence réelle est-elle possible dans le cadre des systèmes sociaux et des États existants ?

Sauf que la révolution sociale ne peut pas être présentée comme un préalable aux besoins immédiats d'union et de défense. Ce sont inversement ces besoins qui pourraient devenir des carburants de la transformation sociale !

Assurément, notre vieille « gauche », et plus encore notre très très vieille « extrême-gauche », sont à mille lieux de se poser ces questions, et nul doute qu'elles vont insulter quiconque les leur pose. Elles

le font d'ailleurs depuis longtemps, par leur attitude insultante d'ignorance ou d'hostilité envers les peuples d'Europe orientale et centrale.

De manière immédiate, il serait, du point de vue de la défense de l'Ukraine et de l'Europe, nécessaire qu'un maximum d'États européens effacent la dette extérieure ukrainienne et transfèrent à l'Ukraine les avoirs de la Banque centrale russe gelés, s'engagent dans une vraie *no fly zone* au-dessus de l'Ukraine et libèrent pleinement les fournitures de batteries anti-aériennes, contredisent tout interdit fait à l'Ukraine, notamment par Washington, de frapper les sites militaires d'où partent les bombardements russes, se prononcent pour la restitution à l'Ukraine de tous les territoires occupés et de la Crimée, et le retour des réfugiés, déportés et kidnappés, et pour des frappes immédiates, conventionnelles et non nucléaires, en cas d'emploi par la Russie d'armes de type hypersonique ou chimiques (ce qui est déjà le cas), ou nucléaires.

Une telle orientation de la part de quelques pays clefs européens, indépendamment de l'OTAN, serait un tournant international de tout premier plan. Non pas vers une « Europe puissance » impérialiste, mais vers le retour de l'Europe révolutionnaire et émancipatrice.

L'appel [C'est l'heure de l'Europe ! Ne trahissons pas l'Ukraine !](#), récemment paru dans la presse, recoupe assez largement ces revendications et a le mérite de mettre les pieds dans le plat : « C'est pourquoi, nous appelons à la mobilisation de tous les citoyens européens : si l'OTAN ne prend pas rapidement ses responsabilités pour inviter l'Ukraine à rejoindre l'Alliance atlantique, il faut que se mette en place une coalition des États européens volontaires — qu'ils soient ou non membres de l'UE (comme le Royaume-Uni ou la Norvège). »

Cet appel est tout à fait significatif des questions posées aux principales forces politiques se voulant « pro-européennes » par la situation créée par l'axe Trump/Poutine. Ces questions sont celles de la défense européenne et donc de l'union européenne véritable. Mais il leur met aussi sous les yeux leur propre bilan, celui des apologues du traité de Maastricht et du TCE avec leur « concurrence libre et non faussée » gravée dans les textes : **votre bilan, c'est Poutine imperialtor**. Et on ne combattrait pas Poutine par la concurrence libre et non faussée.

Pour cette raison notamment, cet appel risque de demeurer un vœu pieux dans la mesure où il s'adresse aux États et aux gouvernements actuels de l'Europe réellement existante, sans perspective d'en changer. Or, ces États et ces gouvernements, même s'ils sont et seront confrontés aux mêmes questions et ballottés par elles, représentent des intérêts sociaux fondamentaux pour qui l'unité organique qu'implique une telle défense commune est exclue. Et ils sont tentés par l'alternative : celle que ce texte appelle le « lâche soulagement », en réalité l'alignement sur la multipolarité impérialiste d'une Europe décadente en proie à la réaction.

Particulièrement éloquent de cette situation est le cas français, où Macron a pu tenter de passer pour un relanceur de l'Europe et d'une défense commune, qu'il entend en fait, avec le ministre Lecornu, centrer sur la dissuasion nucléaire française, et en préservant la possibilité d'un retour à l'alliance franco-russe. La crise de régime dans laquelle il s'est embourbé et ses tentations autoritaires vont, de plus, tout à fait à contresens de quelque politique militaire et continentale progressiste que ce soit.

Dans ce texte, les trois points, les trois revendications, qu'il formule pour l'Ukraine (sur les avoirs russes même s'il n'aborde pas le problème de la dette, sur les armes, et sur les principes d'un cessez-le-feu), en tant que revendications permettant d'engager la bataille et d'aller plus loin, peuvent être des points d'appui. Gardons-nous, donc, de le dénoncer comme texte pro-impérialiste, pro-OTAN ou pro-UE : il est remarquable, en fait, qu'en dépit de l'identité politique d'une partie de ses signataires, il ne soit, textuellement, rien de tout cela, car il intègre, de facto, la double déception et des peuples d'Europe centrale et orientale, et d'une bonne partie de ses promoteurs, envers l'UE et envers l'OTAN.

Mais il n'empêche que s'inscrivant dans le cadre de l'UE telle qu'elle existe, il ne se donne pas les moyens de ce qu'il présente comme des nécessités. Répétons-le, il n'y aura pas de défense européenne et de mobilisation susceptibles de rencontrer le soutien d'en bas, dans le cadre de la « concurrence libre et non faussée » et des politiques néolibérales européennes. Leur rejet est une condition d'une défense européenne véritable qui soit celle des peuples.

En outre, l'OTAN reste ici, malgré tout, envisagée comme le cadre possible d'une protection de l'Ukraine et d'une défense européenne qu'elle n'a jamais été, et le miracle irréal d'une admission est toujours présenté comme la solution idéale. La demande gouvernementale ukrainienne d'adhésion à l'OTAN est donc soutenue alors qu'elle n'a jamais eu aussi peu de chances de recueillir une réponse favorable et devient une pure pétition de principe.

Ou alors il faut envisager que des démocraties européennes s'emparent, avec l'Ukraine, de l'OTAN et l'arrachent à Trump et aux États-Unis, mais alors c'est tout autre chose, c'est justement la nouvelle coalition ad hoc qui serait nécessaire ...

D'autre part, la question des armes de destruction massive et sans retour que sont les armes nucléaires est esquivée, en dehors de la dénonciation de la menace russe permanente de les employer. Il faut rouvrir le débat, que nous avons ouvert, à Aplutsoc, en février-mars 2022, sur ces armes, en nous prononçant **contre tout emploi de celles-ci y compris en riposte à une attaque nucléaire**, car détruire un autre continent que le notre n'effacera pas notre destruction, et poser que le démantèlement de l'État russo-poutinien, la constitution du peuple russe en nation démocratique, la décolonisation de toute la « Fédération de Russie », supposent sa dénucléarisation, vers la dénucléarisation du monde entier.

Et que – ce qui est d'ailleurs, ironie de l'histoire, la doctrine militaire tacite de Washington et de l'OTAN au moment actuel, bien qu'on puisse douter que Trump la mette en œuvre et craindre que Poutine n'essaie, juste pour voir ... – toute amorce du début de l'emploi d'une arme nucléaire russe demanderait une riposte conventionnelle détruisant les ressources militaires russes. D'ailleurs, le feu vert à l'Ukraine, qui s'est déjà attachée à détruire des sites nucléaires russe, irait vers cela.

En France, la « dissuasion » et le pouvoir du monarque présidentiel de la V^e République sont organiquement liés. Une démocratie réelle qui renonce aux armes nucléaires n'affaiblirait pas l'Europe contre Poutine mais indiquerait la voie mondiale à suivre.

Que des camarades, membres ou non d'Aplutsoc, signent ce texte, est bien naturel et ne saurait en aucun cas relever d'un passage sur le terrain de « l'ennemi de classe ». Mais c'est sur la base d'une

position définie indépendamment, dont il y a grand besoin, de tout intérêt capitaliste, que les révolutionnaires sérieux doivent engager le débat avec tous les démocrates sérieux, ce que nous sommes aussi. Aplutsoc en tant que tel a un rôle à jouer dans cette discussion élargie.

La question centrale et finale est : quels gouvernements, quels États, en Europe, pour sauver l'Europe et sauver l'Ukraine ?

Ce texte est suffisamment long pour ouvrir la discussion, mais je pense qu'il nous faut articuler, résolument, trois perspectives :

- Celle de l'assemblée constituante imposée par l'affrontement social contre la V^e République, en France.
- Celle de l'union libre des peuples d'Europe (ce qui implique le droit à l'autodétermination des nationalités qui le souhaitent), dépassant l'UE dans toutes les directions.
- Celle d'une défense européenne contre Poutine, sans et malgré Trump, développant une militarisation non militariste, hé oui, c'est-à-dire la formation d'armées reliées aux populations et féminisées, organisées par en bas avec des droits sociaux et syndicaux pour leurs membres – toutes choses qui, malgré la nature néolibérale et oligarchique de l'État ukrainien, sont apparues en Ukraine et ont, seules, permis la non-occupation de tout le pays.

VP, le 31/12/2024.